**Modèle d’attestation sur l’honneur**

*Document à compléter de façon lisible et de préférence en majuscules.*

Raison sociale du demandeur : **SDET (Syndicat Départemental d’Energie du Tarn)**

Numéro de SIREN du demandeur : **258 100 072**

Adresse : **2 Rue Gustave Eiffel Zone AlbiTech 81 000 ALBI**

Téléphone : **05 63 43 21 40**

Courriel : **p.vienne@te81.fr**

**A. BAR-EN-102 : Mise en place d’un doublage isolant (complexe ou sur ossature) sur murs en façade ou en pignon**

\*Date d’engagement de l'opération (ex : date d’acceptation du devis) : …..........................

Date de preuve de réalisation de l’opération (ex : date de la facture) : ….........................

Référence de la facture : ….........................

\* Pour les personnes morales : nom du site des travaux ou nom de la copropriété : ….........................

\*Adresse des travaux : ….........................

Complément d’adresse : ….........................

\*Code postal : ….........................

\*Ville : ….........................

\*Bâtiment résidentiel existant depuis plus de 2 ans à la date d'engagement de l'opération : □ OUI □ NON \*Énergie de chauffage : □ Électricité □ Combustible

Caractéristiques de l'isolant posé en façade ou en pignon :

\*Surface d’isolant posé (m²) : …......................... \*Résistance thermique : R (m².K/W) : ….........................

A ne remplir que si la résistance thermique n’est pas mentionnée sur la preuve de réalisation de l’opération : \*Épaisseur (mm) : ….........................

A ne remplir que si les marque et référence de l’isolant posé ne sont pas mentionnées sur la preuve de réalisation de l’opération :

\*Marque(s) : ….........................

\*Référence(s) : ….........................

NB1 : pour la mise en place d’une isolation thermique des murs, sa résistance thermique R doit être ≥ 3,7 m².K/W.

NB2 : dans le cas d’une pose superposée de plusieurs isolants, indiquer les marques et références de chacun des isolants posés ainsi que le R global et pour la surface d’isolant posée, la surface résultant de la superposition des isolants.

Si le bénéficiaire est une personne physique, le professionnel ayant réalisé l’opération est titulaire d’un signe de qualité répondant aux mêmes exigences que celles prévues à l’article 2 du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l’application du second alinéa du 2 de l’article 200 quater du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l’article 244 quater U du code général des impôts et des textes pris pour son application.

Ce signe de qualité correspond à des travaux relevant du 3 du I de l'article 46 AX de l'annexe III du code général des impôts.

Identité du professionnel titulaire du signe de qualité ayant réalisé l'opération, s'il n’est pas le signataire de cette attestation (sous traitant par exemple) :

\*Nom ..................................

\*Prénom ..................................

\*Raison sociale : ..................................

\*N° SIRET : \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_

**B. Bénéficiaire de l'opération d'économies d'énergie**

Nom du signataire : …………………………………………………………………….......................

Prénom du signataire : ………………………………………………………………………………….  
Pour les bénéficiaires personnes morales, préciser :   
Raison sociale du bénéficiaire : ……………………………………………………………………….  
Numéro SIREN du bénéficiaire : ……………………………………………………………………..  
Fonction du signataire : ………………………………………………………………………………..  
Adresse : ………………………………………………………………………………………………...  
Code postal : ……………………………………………………………………………………………  
Ville : …………………………………………………………………………………………………….  
Pays : ……………………………………………………………………………………………………  
Téléphone : ……………………………………………………………………………………………..  
Courriel : ………………………………………………………………………………………………...

**Cocher l'une des deux cases suivantes : à l'issue des opérations d'économies d'énergie :**  
□ Je suis : le seul propriétaire (final) ou le locataire des équipements installés ; ou l'occupant du logement où prend place l'opération d'économies d'énergie et je finance cette opération ; ou la personne recevant le service acheté ;  
□ je suis le maître d'ouvrage, l'un des propriétaires des équipements installés, ou l'affectataire (au titre du transfert de compétence entre collectivités territoriales) des biens sur lesquels ont lieul'opération.

En tant que bénéficiaire de l'opération d'économies d'énergie, j'atteste sur l'honneur :

- que **SDET (Syndicat Départemental d’Energie du Tarn)** m'a apporté une contribution individualisée (action personnalisée de sensibilisation ou d'accompagnement, aide financière ou équivalent). Cette contribution m'a incité à réaliser cette opération d'économies d'énergie ;  
- que je fournirai exclusivement à **SDET (Syndicat Départemental d’Energie du Tarn)** l'ensemble des documents permettant de valoriser cette opération au titre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, notamment la facture (ou à défaut une autre preuve de la réalisation effective de l'opération) ;  
- que je ne signerai pas, pour cette opération, d'attestation sur l'honneur semblable avec une autre personne morale ;

- l'exactitude des informations que j'ai communiquées ci-dessus sur les caractéristiques de mon bien (type de bâtiment, surfaces, énergie de chauffage, etc.) et que la ou les opérations d'économies d'énergie décrites ci-dessus ont été intégralement réalisées. Je suis informé que je suis susceptible d'être contacté par les services du ministère chargé de l'énergie (ou tout organisme désigné par le ministère chargé de l'énergie) dans le cadre d'un contrôle concernant la nature de l'opération et la réalisation effective de celle-ci ;  
- que les économies d'énergie réalisées par cette opération ne viennent pas réduire les émissions de gaz à effet de serre d'une installation classée visée à l'[article L. 229-5 du code de l'environnement](http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=E17D6D82C7D28C9AC35DB435C5222BC2.tpdila13v_1?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006833439&dateTexte=&categorieLien=cid) dont je suis l'exploitant ;

- qu'aucune aide à l'investissement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) n'a été reçue ou ne sera sollicitée pour cette opération.

**Fait à ……………………………………  
Le \_ \_ / \_ \_ / \_ \_ \_ \_**

**Signature du représentant et cachet :**

**C. Professionnel ayant mis en œuvre l'opération d'économies d'énergie ou assuré sa maîtrise d'œuvre :**

Nom du signataire : ……………………………………………………………………………………..

Prénom du signataire : ………………………………………………………………………………….  
Fonction du signataire : …………………………………………………………………………………  
Raison sociale : ………………………………………………………………………………………….  
Numéro SIRET : …………………………………………………………………………………………  
Adresse : …………………………………………………………………………………………………  
Code postal : …………………………………………………………………………………………….  
Ville : ……………………………………………………………………………………………………..  
Téléphone : ………………………………………………………………………………………………  
Mobile : …………………………………………………………………………………………………..  
Courriel : …………………………………………………………………………………………………

En tant que représentant de l'entreprise :  
□ ayant mis en œuvre ; ou  
□ ayant assuré la maîtrise d'œuvre  
de l'opération d'économies d'énergie, j'atteste sur l'honneur :

- que je fournirai exclusivement à **SDET (Syndicat Départemental d’Energie du Tarn)** l’ensemble des documents permettant de valoriser cette opération au titre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, notamment la facture (ou à défaut une autre preuve de la réalisation effective de l'opération) ;

- que je ne signerai pas, pour cette opération, d'attestation sur l'honneur semblable avec une autre personne morale ;

- l'exactitude des informations que j'ai communiquées ci-dessus sur les caractéristiques techniques relatives à l'opération d'économies d'énergie et, le cas échéant, sur les qualifications professionnelles requises pour mettre en œuvre cette opération ;

- que la ou les opérations d'économies d'énergie décrites ci-dessus ont été intégralement réalisées et que j'ai respecté les conditions de leur réalisation, conformément à ou aux fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie concernées. Je suis informé que je suis susceptible d'être contacté par les services du ministère chargé de l'énergie (ou tout organisme désigné par le ministère chargé de l'énergie) dans le cadre d'un contrôle concernant la nature de l'opération et la réalisation effective de celle-ci.

**Fait à ……………………………………  
Le \_ \_ / \_ \_ / \_ \_ \_ \_  
Cachet et signature du professionnel**

Les informations recueillies font l'objet de traitements informatiques destinés à éviter les double-comptes de certificats d'économies d'énergie et à évaluer le dispositif des certificats d'économies d'énergie. Le destinataire des données est le ministère en charge de l'énergie. Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à : ministère en charge de l'énergie, DGEC, SCEE, certificats d'économies d'énergie, tour Pascal, 92055 La Défense Cedex. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer aux traitements des données vous concernant.

**Mention CNIL du demandeur à compléter :**

Les informations recueillies font l’objet d’un traitement informatique destiné à l’obtention de certificats d’économie d’énergie. Le destinataire des données est **SDET (Syndicat Départemental d’Energie du Tarn)**qui les transfèrera au ministère en charge de l’énergie.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d’un droit d’accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au **SDET (Syndicat Départemental d’Energie du Tarn)** au **2 Rue Gustave Eiffel Zone AlbiTech 81 000 ALBI.**

Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Le bénéficiaire ne peut prétendre qu'une seule fois à une contribution versée dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.  
De plus, il est rappelé aux signataires de la présente attestation sur l'honneur que toute fausse déclaration expose notamment aux sanctions prévues au [code pénal (article 441-7)](http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=E17D6D82C7D28C9AC35DB435C5222BC2.tpdila13v_1?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000006418764&dateTexte=&categorieLien=cid) :  
« Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; 2° De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ; 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. »